

# VD\_FINDINFO Jug / 2011 / 37 vom 9. Februar 2006

VD Tribunal cantonal, 2006-02-09, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd\\_findinfo\\_Jug\\_\\_\\_2011\\_\\_\\_37](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_Jug___2011___37)

FR: VD\_FINDINFO Jug / 2011 / 37 du 9 février 2006

IT: VD\_FINDINFO Jug / 2011 / 37 del 9 febbraio 2006

## Regeste

LIBÉRATION CONDITIONNELLE | 86 CP, 26 LEP, 38 LEP

## Erwägungen

### E. 1

a) L'art. 26 al. 1 let. a LEP (Loi sur l'exécution des condamnations pénales du 4 juillet, RSV 340.01) dispose que sous réserve des compétences que le droit fédéral attribue expressément au juge qui connaît de la commission d'une nouvelle infraction, le juge d'application des peines prend toutes les décisions relatives à la libération conditionnelle et statue dès lors notamment sur l'octroi ou le refus de la libération conditionnelle. L'art. 26 al. 2 LEP prévoit que lorsque la durée de la peine privative de liberté prononcée à l'encontre du condamné est égale ou supérieure à six ans ou lorsqu'un internement a été ordonné à l'endroit dudit condamné, le collège des juges d'application des peines est seul compétent pour prendre une quelconque décision relative à la libération conditionnelle. En vertu de l'art. 38 al. 1 LEP, les décisions rendues par le juge d'application des peines et par le collège des juges d'application des peines notamment peuvent faire l'objet d'un recours auprès de la Chambre des recours pénale. L'alinéa 2 de cette disposition prévoit que la procédure est régie par les dispositions prévues aux art. 393 ss CPP (Code de procédure pénale suisse du 5 octobre 2007, RS 312.0). Le recours doit être adressé par écrit, dans un délai de 10 jours dès la notification de la décision attaquée, à l'autorité de recours (art. 396 al. 1 CPP). Selon l'art. 381 CPP, le ministère public peut interjeter recours tant en faveur qu'en défaveur du prévenu ou du condamné. b) En l'espèce, le recours est recevable puisqu'il a été interjeté en temps utile devant l'autorité compétente par le Procureur général qui a qualité pour recourir et satisfait aux conditions de forme posées par l'art. 385 al. 1 CPP.

### E. 2

En vertu de l'art. 86 al. 1 CP, l'autorité compétente libère conditionnellement le détenu qui a subi les deux tiers de sa peine, mais au moins trois mois de détention, si son comportement durant l'exécution de la peine ne s'y oppose pas et s'il n'y a pas lieu de craindre qu'il ne commette de nouveaux crimes ou de nouveaux délits. Cette disposition renforce le principe selon lequel la libération conditionnelle est la règle et son refus l'exception, dans la mesure où il n'est plus exigé qu'il soit à prévoir que le condamné se conduira bien en liberté (cf. art. 38 ch. 1 al. 1 aCP), mais qu'il ne soit pas à craindre qu'il commette de nouveaux crimes ou délits. Autrement dit, il n'est plus nécessaire qu'un pronostic favorable puisse être posé; il suffit que le pronostic ne soit pas défavorable (TF 6B\_900/2010 du 20 décembre 2010 c. 1; ATF 133 IV 201 c. 2.2). Pour le surplus, la jurisprudence relative à l'ancien art. 38 ch. 1 CP demeure valable. En particulier, le pronostic requis doit être posé sur la base d'une appréciation globale, prenant en considération les antécédents de l'intéressé, sa personnalité, son comportement en général et dans le cadre des délits qui sont à l'origine de sa

condamnation, et, surtout, le degré de son éventuel amendement ainsi que les conditions dans lesquelles il est à prévoir qu'il vivra (TF 6B\_900/2010 du 20 décembre 2010 c. 1; ATF 133 IV 201 c. 2.3). Tout pronostic constitue une prévision au sujet de laquelle on ne peut exiger une certitude absolue; il faut donc se contenter d'une certaine probabilité, un risque de récidive ne pouvant être complètement exclu (Maire, La libération conditionnelle in: Kuhn/Moreillon/Viredaz/Bichovsky, La nouvelle partie générale du Code pénal suisse, Berne 2006, pp. 361 s.; ATF 119 IV 5 c. 1b). En soi, la nature des infractions à l'origine de la condamnation ne joue pas de rôle, dès lors que la libération conditionnelle ne saurait être exclue ou rendue plus difficile pour certains types d'infractions (TF 6B\_428/2009 du 9 juillet 2009 c. 1.3; ATF 125 IV 113 c. 2a). Quant à l'importance du bien juridique menacé, elle n'est déterminante que pour évaluer si l'on peut prendre le risque d'une récidive, qui est inhérent à toute libération, qu'elle soit conditionnelle ou définitive. A cet égard, le risque que l'on peut admettre est généralement moindre si l'auteur s'en est pris à l'intégrité physique d'autrui que s'il a commis des infractions contre le patrimoine (TF 6B\_428/2009 du 9 juillet 2009 c. 1.3; ATF 125 IV 113 c. 2a; ATF 124 IV 193 c. 3). Dans l'émission du pronostic, l'autorité compétente dispose d'un large pouvoir d'appréciation, de sorte que l'autorité de recours n'intervient que si elle l'a excédé ou en a abusé, notamment lorsqu'elle a omis de tenir compte de critères pertinents et s'est fondée exclusivement sur les antécédents du condamné (TF 6B\_900/2010 du 20 décembre 2010 c. 1; ATF 133 IV 201 c. 2.3).

### **E. 3**

juin 2010, U.\_\_\_\_\_ a en effet exposé que, pendant les six premiers mois de sa détention, il avait d'abord eu l'impression que c'était la faute de la victime. Après avoir effectué un travail sur lui-même, il avait compris que sa condamnation était due en très grande partie à sa propre faute (P. 7, p. 3). Le Dr [...], psychiatre effectuant le suivi ambulatoire du condamné, a relevé à ce sujet qu'U.\_\_\_\_\_ reconnaissait la place de sa victime et s'efforçait de dissiper l'ambiguïté qui avait prévalu dans la relation qu'il avait entretenue avec elle durant des années (P. 18 et 20). Le docteur précité a également indiqué que le condamné adhère à son traitement et semblait tirer bénéfice de celui-ci, puisqu'il était actif dans l'abord de ses problématiques et reconnaissait son délit (ibidem). Le Collège des Juges d'application des peines a lui-même reconnu dans le jugement attaqué que l'amendement, l'introspection et les regrets du condamné étaient apparus sincères lors de son audition le 3 juin 2010 (jugement, p. 6). Selon le jugement entrepris, le risque de réitération est élevé si U.\_\_\_\_\_ ne peut pas terminer sa formation en Suisse. Les premiers juges considèrent également que le fait de laisser sortir de prison le condamné sans que l'on soit assuré d'une réadaptation sûre à son milieu d'origine est grave. Toutefois, il convient de relever tout d'abord que l'intéressé est déjà dans des conditions proches de la liberté puisqu'il suit sa scolarité à l'extérieur de l'établissement pénitentiaire et qu'il a été autorisé par l'Office d'exécution des peines à poursuivre l'exécution de sa peine sous le régime du travail et logement externes depuis le 23 septembre 2010 (P. 23). Si le risque de récidive était présent comme l'affirme les premiers juges, il ne fait aucun doute que le condamné n'aurait pas bénéficié de cette autorisation de travail et logement externes. Malgré ce que le défenseur du condamné affirme dans ses déterminations du 15 mars 2011, U.\_\_\_\_\_ a lui-même affirmé lors de son audition du 3 juin 2010 qu'il pensait qu'il ne serait pas capable de commettre à nouveau un acte similaire (P. 7, p. 5). Il ressort au contraire de cette audition que l'intéressé souhaiterait rester en détention uniquement dans le but de finir sa formation et non pas parce qu'il a peur de commettre à nouveau un acte similaire (P. 7, p. 6). Il dit lui-même que "le plus important pour moi [est] de pouvoir terminer ma formation, quitte à

ce que ma libération conditionnelle me soit refusée" (P. 7, p. 6, R 25). Comme le relève en outre justement le Procureur général, U.\_\_\_\_\_ admettait en 2007 et en 2009 qu'il était d'accord avec son expulsion et qu'il envisageait la poursuite de ses études au Maroc (P. 3/4 et 3/5). De surcroît, les chances de réinsertion du condamné au Maroc ne sont pas inexistantes puisqu'il y a de la famille, que les formations suivies en Suisse constituent un atout indéniable et qu'il bénéficie d'une promesse d'engagement émanant d'une entreprise à Casablanca. Pour ces motifs, il n'est pas possible de considérer que la condition pour émettre un pronostic non défavorable à l'encontre d'U.\_\_\_\_\_ serait la continuation de sa formation en Suisse, puisque cela reviendrait à nier le chemin qu'il a parcouru ainsi que son amendement et ne respecterait pas les conditions de la libération conditionnelle. Même s'il est compréhensible que le condamné préfère achever ses études en Suisse, il ne s'agit pas d'un élément pertinent pour l'application de l'art. 86 al. 1 CP. Il convient à ce propos de relever que la libération conditionnelle n'est ni un droit, ni une faveur, mais bien une modalité de l'exécution de la peine que le condamné ne peut pas accepter ou refuser à sa guise (ATF 101 Ib 452 c. 1). Au vu de ce qui précède, un pronostic non défavorable peut être posé en faveur d'U.\_\_\_\_\_. Il se justifie dès lors de le libérer conditionnellement. Il convient en outre d'impartir à l'intéressé un délai d'épreuve de trois ans, conformément à l'art. 87 al. 1 CP.

#### **E. 4**

Il résulte de ce qui précède que le recours doit être admis et la libération conditionnelle accordée. Les frais de la procédure de recours, constitués en l'espèce de l'émolument du jugement, par 1'100 fr. (art. 20 al. 1 TFJP [Tarif des frais judiciaires pénaux du 28 septembre 2010, RSV 312.03.1]), sont laissés à la charge de l'Etat. Par ces motifs, la Chambre des recours pénale, statuant à huis clos prononce: I. Le recours est admis. II. Le jugement du 21 janvier 2011 est réformé comme il suit: I. Accorde la libération conditionnelle à U.\_\_\_\_\_. II. Impartit au condamné un délai d'épreuve de trois ans. III. Laisse les frais de la cause à la charge de l'Etat. III. Les frais de deuxième instance, par 1'100 fr. (mille cent francs), sont laissés à la charge de l'Etat. IV. Le présent jugement est exécutoire. Le président : La greffière : Du Le jugement qui précède, dont la rédaction a été approuvée à huis clos, est notifié, par l'envoi d'une copie complète, à : - M. François Pidoux, avocat (pour U.\_\_\_\_\_), - Ministère public central, et communiqué à : ■ Collège des Juges d'application des peines, - Office d'exécution des peines (réf. : [...]), - Etablissement du Tulipier, par l'envoi de photocopies. Le présent jugement peut faire l'objet d'un recours en matière pénale devant le Tribunal fédéral au sens des art. 78 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral – RS 173.110), cas échéant d'un recours constitutionnel subsidiaire au sens des art. 113 ss LTF. Ces recours doivent être déposés devant le Tribunal fédéral dans les trente jours qui suivent la notification de l'expédition complète (art. 100 al. 1 LTF). La greffière :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.